

SOS-Europe

par Jean-Louis Bourlanges (UDF),
Daniel Cohn-Bendit (Verts),
Gianfranco Dell'Alba (Radical),
Olivier Duhamel (Socialiste),
José-Maria Mendiluce (Indépendant),
Antoinette Spaak (Libérale)

L'EUROPE va mal. Les Européens vont mal. Les gens ont mal à l'Europe, mais ils ne le savent pas. Il faut réagir. Vite, parce que, après, il sera trop tard. Vite, parce que la suite prendra du temps.

Nous vivons le temps des grandes angoisses. Les actes les plus simples de la vie deviennent source d'inquiétude. Manger: la vache folle nous dit qu'on peut en mourir. Faire l'amour: le sida impose aux adolescents des restrictions que leurs parents n'ont pas connues. Respirer: la pollution s'aggrave, et qui sait si les dégâts de l'amiante sont rarissimes ou cachés? Travailler: le chômage n'a pas fini de rôder.

D'aucuns imputent parfois ces fléaux à l'Europe. Ils ont tort, puisqu'ils sévissent partout. D'autres regrettent que l'Europe ne nous en préserve pas davantage. Ils ont raison: une grande puissance politique devrait pouvoir agir. Où l'on en vient aux capacités de l'Europe, ou plutôt à ses incapacités.

Nous vivons le temps des replis sur soi. Sur l'individu ou la corporation, pour les personnes privées. Les Etats aussi ne pensent plus qu'à eux. Ils se livrent désormais à des comptes d'apothicaires, techniquement idiots de surcroît, où la cupidité le dispute à l'avarice. Combien je mets au budget européen, combien je touche? Comme si l'on pouvait calculer le prix de la paix, le prix de la démocratie, le prix de l'Union.

L'Europe va mal malgré l'euro. La fracture culturelle s'amplifie. Ceux d'en haut se réjouissent de l'irréversibilité de l'euro. Ils ont raison. Ceux d'en haut croient que cela suffit. Ils ont tort. Car ceux d'en bas ne veulent pas se contenter de l'euro. Ils veulent du travail, du repos, une meilleure vie personnelle, un peu de vie collective. Et ils ne voient pas le rapport avec l'euro, même s'il existe.

L'Europe va mal depuis Sarajevo. Elle a dit qu'on allait voir ce qu'on allait voir, et on n'a rien vu du tout. Elle a dit que les Américains étaient nos amis, pas nos patrons. Elle a dit beaucoup de choses et elle n'a rien fait.

La Chine est proche et l'Afrique mal partie. Le Sud explose et l'Est s'impatiente. Les Etats-Unis s'autoproclament puissance européenne, ce que, curieusement les Européens se gardent

bien de faire. L'Europe est fragile, inquiète, redoublée. Son passé l'intimide. Son avenir l'épouvante.

La responsabilité des gouvernants nous importe particulièrement. A eux d'offrir une vision commune, d'avancer des propositions, de tenir des engagements. Ils l'ont fait à Maastricht, un peu, pas beaucoup, pas assez en tout cas. Parlements et peuples ont approuvé, du bout des lèvres, parce qu'ils en voulaient plus et qu'ils le voulaient autrement. Ils l'ont fait, fût-ce d'un cheveu ou en s'y reprenant à deux fois, mais ils l'ont fait parce qu'à défaut des mots les intentions paraissaient claires: l'Europe s'élargirait à l'Est, mais l'Europe se renforcerait avant de s'élargir.

A cette fin, les gouvernements européens prépareraient et adopteraient une vraie réforme des institutions. Et que s'est-il passé? Le sommet d'Amsterdam n'a même pas réussi à faire semblant. Il a entériné en juin une pseudo-réforme, que les ministres des affaires étrangères des quinze avalisent, ce 2 octobre, en signant le traité d'Amsterdam. Comme il n'y a pas de texte,

ou si peu, ou si mauvais, il faut des images: des chiens de faïence qui se serrent la main, ce n'est pas ordinaire, ça se filme.

Nos dirigeants, quels qu'ils soient, ont raté une réforme qu'eux-mêmes avaient considérée comme indispensable pour l'avenir de l'Europe politique. L'Europe a été construite à six, s'est élargie pour devenir l'Europe des neuf, puis des douze, puis des quinze. Elle va s'élargir, durant la première décennie du troisième millénaire, pour devenir l'Europe des vingt et un, puis des vingt-cinq ou trente.

Cela ne peut pas marcher sur les bases actuelles. Personne ne croit sérieusement que l'Europe à plus de vingt puisse fonctionner selon les règles de l'Europe des douze devenus quinze. Mais les anti-européens se réjouissent du blocage. Et les anti-européens sont partout, à droite comme à gauche. Pendant ce temps, les pro-européens hésitent. Ont-ils le droit de dire que le roi est nu? Oui. Si c'est pour l'aider à se vêtir.

Avec l'élargissement, le jeu va changer, il faut en changer les règles. Pour que l'Europe puisse encore marcher. Faute de quoi, elle se paralysera. Il importerait assez peu que le traité d'Amsterdam soit ou non ratifié, si cette ratification ne nous était pas vendue pour ce qu'elle n'est pas: l'indice d'une volonté

commune, un signe de bonne santé, un permis d'élargir. L'essentiel est de sortir du guêpier actuel, d'imaginer enfin des institutions aptes à fonctionner. L'Europe a besoin d'efficacité et de démocratie. Elles vont de pair. L'Europe a besoin d'un nouveau traité. La nouvelle règle du jeu doit donc être claire, efficace, démocratique. Bref, aux antipodes de l'imbroglie actuel. Il faut indiquer ce qui est de compétence européenne, ce qui doit rester de compétence nationale ou infra-nationale, ce qui doit être partagé et comment. Il faut écrire un droit européen intelligible pour les citoyens. Il faut un contrôle parlementaire accru sur l'exécutif.

Il faut aussi un mode de fonctionnement à vingt et plus pour le domaine européen: l'essentiel est que les décisions européennes soient prises à la majorité. Parce que, à l'unanimité,

*La nouvelle règle du jeu doit être claire,
efficace, démocratique.
Bref, aux antipodes de l'imbroglie actuel*

nous additionnons les égoïsmes et nous accumulons une multitude de décisions sans vraie politique. A la majorité, évidemment calculée pour tenir compte du poids de chacun des Etats et pour avoir des majorités larges, des politiques sont

possibles. Le moyen d'établir cette nouvelle règle du jeu doit changer. La question de la méthode est décisive. L'élaboration des nouvelles institutions ne peut être laissée aux seuls gouvernements nationaux. La réforme doit être préparée avant d'être négociée. Préparée par une équipe ou par un homme qui sache proposer ce que la confrontation de quinze arrière-pensées divergentes n'a pas su faire.

Cette réforme doit être débattue publiquement au sein des sociétés civiles des différentes nations de l'Union européenne. Cette réforme doit associer les représentants des peuples, les Parlements nationaux et européen. Immense chantier, mais sur lequel de vrais progrès sont possibles. C'est affaire de volonté, d'imagination, d'organisation.

Nous avons créé SOS-Europe à cette fin, en juillet dernier. Cent parlementaires européens y ont déjà adhéré. Ils viennent de tous les pays de l'Union et en représentent les grandes sensibilités démocratiques. Au moment où quinze Etats auront choisi d'apposer leur signature au bas d'un traité médiocre et décevant, nous choisissons, pour notre part, d'appeler les citoyens d'Europe et de leur adresser un message simple: l'Europe est votre affaire, prenez-la en main.

Les signataires de cet appel sont députés européens. Ils sont à l'origine de l'intergroupe SOS-Europe, qui compte à ce jour une centaine de députés européens. Français, Italiens et Belges sont les plus représentés au sein de cet intergroupe, dont les membres sont pour moitié issus de la droite et pour moitié de la gauche.



J.-L. BOURLANGES



DANIEL COHN-BENDIT



G. DELL'ALBA



OLIVIER DUHAMEL



J.-M. MENDILUCE



ANTOINETTE SPAAK

PHOTOS D.R.

Au-delà de l'euro

DANS moins de cinq cents jours, l'euro sera une réalité. La volonté des gouvernements européens ne peut plus être mise en doute. Mais son avenir ne sera assuré que si les peuples européens ont conscience de la portée de cette novation sans précédent dans l'Histoire. Faute de quoi nous risquons d'en gaspiller les potentialités, voire de compromettre son succès durable. Le 1^{er} janvier 1999, rien ne finit ; tout commence. Or, aujourd'hui, de graves confusions persistent sur le sujet.

1) **Trop souvent, la réalisation des conditions nécessaires à la mise en œuvre de la monnaie unique** a conduit à donner une présentation négative et « sacrificielle » de celle-ci. Elle nous entraînerait vers la déflation, la stagnation et le chômage.

Or, avec ou sans le traité de Maastricht, la plupart des pays européens auraient été contraints de reprendre la maîtrise de leurs finances publiques. Rappelons simplement que l'endettement public dans l'ensemble de l'Union européenne était passé de 56,1 % du produit intérieur brut en 1991 à 73,2 % en 1996. Les Etats européens auront plus de facilité pour rembourser leurs dettes avec la monnaie unique, car la réalisation de l'union monétaire fera disparaître les primes de risque qui alourdissent les taux d'intérêt dans les pays à monnaie fragile.

Une autre idée fautive est que l'Europe aurait besoin, pour conforter la reprise de son économie, d'un euro faible. Or, un euro faible signifierait inéluctablement des taux d'intérêt plus élevés, des importations plus chères, donc un pouvoir d'achat moindre, c'est-à-dire des conditions de croissance et d'emploi moins favorables. L'euro doit s'affirmer d'emblée comme une monnaie solide dans laquelle les Européens et le reste du monde peuvent avoir confiance, et ce n'est qu'avec une telle monnaie que les banquiers centraux pourront, en toute indépendance, définir une politique monétaire adéquate.

La culture de stabilité désormais commune à tous les pays candidats à la monnaie unique est la meilleure garantie d'une croissance régulière et d'une amélioration du pouvoir d'achat des citoyens, et d'abord des plus modestes d'entre eux.

Une autre proposition à la mode, mais tout aussi absurde, consiste à mettre en opposition la lutte pour l'emploi et les progrès de l'Union européenne. Certes, l'Europe est durement frappée par le chômage, dont le niveau est deux à trois fois plus élevé que dans les autres grands pays industrialisés, Etats-Unis et Japon. Cela n'est pas le fait de la mise en œuvre du traité de Maastricht, mais plutôt de l'insuffisance des réformes structurelles rendues indispensables par l'accélération du progrès technique et la mondialisation. Compétitivité, stabilité, croissance et emploi sont liés. Ces réformes sont acceptables et rentables puisqu'au cours des cinq dernières années six pays européens (Belgique, Danemark, Espagne, Irlande, Pays-Bas, Royaume-Uni) ont réussi, chacun selon ses particularités, à abaisser leur taux de chômage, tandis que neuf le voyaient s'aggraver, parmi lesquels - hélas ! - la France.

La réalisation de l'euro ne met pas l'Europe à la torture. L'euro n'est pas un sacrifice, c'est une chance. Espoir de voir diminuer les taux d'intérêt. Espoir de voir se développer les investissements et donc la croissance. Espoir de voir réduire le nombre d'emplois exposés aux risques de change. Si l'on considère que les pays membres de l'Union européenne réalisent

par
Raymond Barre
et
Jacques Delors



PHOTOS ELODIE GREGOIRE/REA

Raymond Barre, est
maire de Lyon et ancien premier ministre.

Jacques Delors est ancien président de la Commission européenne.

entre eux les deux tiers de leurs échanges extérieurs, et que ceux-ci représentent approximativement le quart de leur activité, l'unification monétaire ramène de 25 % à moins de 10 % la proportion d'emplois qui peuvent être mis en cause par des perturbations monétaires erratiques, du type de celles que l'Europe a connues récemment avec le flottement des monnaies de plusieurs pays membres de l'Union.

Enfin, la création de la monnaie unique ouvre, pour la première fois depuis un demi-siècle, la possibilité d'établir des relations monétaires ordonnées dans le monde. L'euro, appuyé sur un vaste marché libre des capitaux en Europe, pourra limiter la prédominance du dollar.

2) **La mise en place de l'euro doit permettre à l'Union européenne de progresser tant sur le plan économique que sur le plan politique.**

A partir du moment où l'Union se dote d'une monnaie unique, elle s'oblige à se considérer comme une entité économique singulière. Elle ne peut avoir, par exemple, une politique monétaire unique et des politiques budgétaires non coordonnées. C'est la justification du pacte de stabilité et de croissance. Encore faudra-t-il s'intéresser, non seulement à la gestion budgétaire de chaque Etat, mais au budget consolidé de l'ensemble, qui, au sens des dépenses publiques, représente aujourd'hui près de 50 % du produit intérieur contre un tiers environ dans les années 60, au début de la Communauté. Cela justifie une stricte application de l'article 103 du traité de Maastricht, qui prévoit la coordination des politiques économiques et fiscales ; les mécanismes existant devraient être « *davantage utilisés, et, si nécessaire, développés* », comme disent justement, dans une déclaration récente, des dirigeants de la majorité parlementaire en Allemagne.

Le prochain conseil européen à Luxembourg devra donc préciser les modalités de coopération entre les politiques économiques et sociales des Etats membres, comme cela a déjà été fait pour le pacte de stabilité budgétaire. Dès lors qu'on s'interdit, avec une monnaie unique, de réagir à des chocs économiques, financiers, sociaux ou politiques dans un seul Etat membre par une manipulation monétaire, il faut s'interroger sur le degré de solidarité que chacun doit accepter pour contribuer au rétablissement de l'équilibre chez l'un quelconque de ses partenaires. Cela conduira à des arbitrages politiques, ce qui nécessite des institutions capables de les rendre. Au-delà du domaine économique et monétaire, les institutions européennes doivent être réorganisées pour permettre à la fois les progrès de l'intégration politique et la réalisation de l'élargissement aux onze pays actuellement candidats à nous rejoindre.

Il faudra, au lendemain de la mise en œuvre de l'union monétaire (car dans l'Union européenne, on ne fait bien qu'une chose à la fois), que les pays les plus sensibles à ces sujets prennent rapidement - et avant l'élargissement - une nouvelle initiative comme le chancelier Kohl et le président Mitterrand l'avaient fait au lendemain de la chute du mur de

Berlin, pour l'Union européenne monétaire. Les peuples le comprendront mieux car, avec des euros entre leurs mains, ils détendront pour la première fois un symbole concret de leur appartenance à une nouvelle communauté.

Plus largement, ce serait une erreur de croire que la paix, la liberté et la prospérité sont déjà acquises pour l'Europe au XXI^e siècle. C'est une nouvelle étape de la construction européenne qui commence avec la réalisation de l'Union économique et monétaire. Il faudra aller beaucoup plus loin que nous ne l'avons fait, par exemple dans la mise en œuvre d'une politique de sécurité commune. De même qu'avec l'euro, l'Europe rééquilibrera les relations monétaires dans le monde, avec une défense commune elle contribuera à consolider la paix au-delà de ses propres frontières.

3) **Dans cette nouvelle phase, les deux grandes familles politiques qui dominent le continent européen, le socialisme démocratique et le libéralisme social (si l'on y inclut la démocratie chrétienne), devront agir de concert**, comme ce fut le cas jusqu'à maintenant. N'est-ce pas, en France, un gouvernement socialiste qui a signé le traité de Maastricht, un Parlement libéral qui l'a ratifié et le peuple français, consulté par référendum, qui l'a accepté ?

C'est parce que l'Europe n'est exclusivement ni celle des libéraux, ni celle des socialistes, ni celle des grands pays, ni celle des petits, ni celle du Nord, ni celle du Sud, mais celle de tous, qu'elle existe aujourd'hui. Il faut préserver cette diversité en allant de l'avant. Ne jamais donner le sentiment qu'un ou plusieurs membres prétendent exercer une tutelle sur tous les autres. C'est le meilleur legs qui peut être fait aux jeunes Européens.

Cela n'efface pas le fait que la France occupe une position stratégique en Europe. C'est elle qui, avec Robert Schuman en 1950, prit l'initiative d'associer six pays européens dans une œuvre commune. C'est elle qui, avec le général de Gaulle, a consacré la réconciliation et l'entente entre l'Allemagne et la France.

Notre pays n'assumerait pas ses responsabilités devant l'Histoire s'il ne répondait pas aux appels pour une Europe plus unie, comme viennent de le faire des responsables allemands appartenant à la majorité politique de ce pays. La France doit être à l'avant-garde pour conduire la politique européenne dans sa nouvelle étape, à partir de l'union monétaire. Celle-ci appelle une véritable union politique qui, dans le respect des identités de chaque peuple, reste à construire.

Elle ne sera la reproduction d'aucune des fédérations existantes, mais ce qui se fera - ou ne se fera pas - dans les dernières années de ce siècle et les premières du suivant engagera l'Europe - et notre pays en particulier - pour un siècle et davantage. Rarement, dans la vie d'un peuple, nous aurons su avec autant de certitude que notre destin dépend de nous et qu'il se joue en ce moment précis.

Le temps n'est plus à l'incertitude et à l'hésitation. C'est désormais celui de l'engagement et de la détermination.

*Ce qui se fera - ou ne se fera pas -
dans les dernières années de ce siècle
et les premières du suivant engagera
l'Europe - et notre pays en particulier -
pour un siècle et davantage*